

VIENT DE PARAÎTRE

Sociétés Contemporaines n° 63

DOSSIER : Gentrification : Discours et politiques

La gentrification désigne la transformation profonde des quartiers populaires centraux par l'arrivée de membre des classes moyennes et supérieures, qui privilégiaient antérieurement une résidence suburbaine. Dans les études urbaines anglo-américaines où elle occupe une place importante, la gentrification est surtout analysée dans une logique de marché. Mais la prise en compte des politiques urbaines semble également indispensable. L'ambition de ce dossier est ainsi d'analyser les interactions entre politiques publiques et gentrification, en considérant trois contextes nationaux différents.

La Grande-Bretagne tout d'abord, où la politique à l'égard des centre-villes des grandes métropoles témoigne de l'ambivalence des relations que le gouvernement du New Labour entretient avec les catégories populaires. Montréal ensuite, où la valorisation du village urbain, de la mixité sociale, la recherche de l'authentique voire la construction d'une identité cosmopolite permettent la convergence des discours municipaux et des attitudes des gentrificateurs. Paris enfin, où l'étude du quartier de la Goutte d'Or révèle les différents niveaux de la politique de gentrification, entre politique municipale et divergences entre générations d'habitants au sein du tissu associatif du quartier.

Yankel Fijalkow, Edmond Préteceille

Introduction

Gentrification : Discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada).

Claire Colomb

Le *New Labour* et le discours de la « Renaissance Urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres-villes britanniques ?

Cette contribution propose une lecture critique du discours du gouvernement travailliste sur la la 'Renaissance Urbaine' (*Urban Renaissance*) depuis 1997. Ce discours, bien que marquant un véritable regain d'intérêt politique pour les métropoles britanniques, est critiqué par un certain nombre de chercheurs pour ses effets ambigus sur les populations urbaines – notamment en termes de gentrification. Dans le cadre de l'agenda urbain du *New Labour*, la gentrification est-elle un objectif assumé de politique publique, un effet pervers non anticipé ou un processus mal compris? L'article ébauche une analyse critique du discours de la 'Renaissance Urbaine', de son idéologie sous-jacente et de la vision de la ville et de l'urbanité qu'il propose dans le but d'apporter des éléments de réponse à cette question, sur la base d'une lecture critique des documents officiels formant le cadre de référence discursif des politiques urbaines du gouvernement travailliste. Cette contribution s'appuie sur les travaux les plus récents de chercheurs britanniques sur les processus de gentrification et les politiques urbaines en Grande-Bretagne, travaux encore peu diffusés en France.

Damaris Rose

Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal

Le réinvestissement des quartiers anciens autrefois populaires par les nouvelles couches moyennes ne peut plus être vu uniquement comme le produit de décisions individuelles. Cette dynamique est souvent stimulée par l'État, par le secteur immobilier et par les regroupements de commerçants. Ceci est d'autant plus vrai lorsque les politiques publiques favorisent la construction neuve au centre et lorsqu'ils font la promotion des quartiers en misant sur les styles de vie qu'ils proposent aux acheteurs potentiels. Nous examinons ici deux questions, à l'aide d'une enquête auprès d'acheteurs de copropriétés neuves au centre de Montréal (Québec, Canada). Comment ces acheteurs se situent-ils par rapport à un aspect du style de vie au centre mis de l'avant dans la promotion des quartiers et interprété dans la littérature scientifique comme un indicateur de la quête à la « distinction », soit l'accès à l'alimentation fine dans des petits commerces spécialisés ? Et dans un contexte de discours publics passablement partagés au sujet de la gentrification, quel est l'éventail des positions adoptées par nos interviewés en tant qu'acteurs de la gentrification, notamment dans un contexte de mixité sociale provoquée par des projets d'insertion plutôt que par un processus d'évolution graduelle du parc ancien ?

Marie-Hélène Bacqué, Yankel Fijalkow

En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000)

A partir du cas de la Goutte d'Or à Paris, cet article montre la part des discours publics dans les processus de gentrification. Ces discours entrent en interaction avec les dynamiques privées, immobilières et commerciales et les stratégies des habitants. Après vingt ans d'interventions publiques, on constate que l'opération de gentrification est incomplète. Mais le discours public suscite les attentes des gentrificateurs qui se confrontent à la diversité sociale et ethnique et à la première génération de couches moyennes, pionnières dans le quartier. Alors que celles-ci souhaitent développer une régulation interne du quartier, les premières en appellent dans la perspective d'une « conquête » à un « retour de l'Etat de droit ».

HORS DOSSIER

Sébastien Fleuriet

Le travail dénié et les jeux olympiques : entre passions et intérêts.

En France, les performances accomplies par les athlètes aux jeux olympiques veulent avant tout célébrer la contribution des bénévoles et des volontaires qui, au quotidien, oeuvrent depuis leur base pour le développement d'un sport dit vertueux. Mais le caractère enthousiaste de ce travail de célébration tend à masquer la contribution d'un ensemble de travailleurs (kinésithérapeutes, médecins, journalistes,...) également impliqués dans la performance. Une observation *in situ* dans le cadre des jeux d'Athènes 2004 cherche à montrer comment les jeux d'intérêts propres à deux catégories de travailleurs (agents de sécurité et journalistes) parviennent à s'exprimer dans un cadre où le tout bénévolat s'impose comme valeur cardinale.

Patrick Bruneteaux

L'hébergement d'urgence à Paris ou l'accueil en souffrance.

La problématique des SDF est le plus souvent abordée à partir de trois types d'analyses. Les premières insistent sur les productions de la pauvreté, les secondes se penchent sur la gestion de la pauvreté, les dernières se préoccupent des modes de survie à la rue. Cet article se situe davantage dans le second axe en privilégiant une microsociologie d'un dispositif « d'aide sociale » aux sans-logis : les centres d'hébergement d'urgence. A ce jour, une étude fine des modes de fonctionnement de ces centres demeure encore rare et très partielle. Il s'agit de soutenir l'idée que « l'aide » sociale d'urgence doit être interrogée quant à ses prétentions à fournir le minimum vital aux sous-prolétaires à la rue. L'« urgence », l'« humanitaire », la « mise à l'abri » instituent en fait une précarité institutionnelle aménagée, autrement dit une inclusion périphérique qui inscrit les surnuméraires dans le nouveau circuit, interminable et précaire, des services d'urgence. Tant par les mécanismes de sélection que par les effets d'agrégation induits par le rassemblement de personnes en survie, très fragilisées ou prédatrices, les CHU compliquent plus qu'ils ne résolvent la question sociale des personnes à la rue.